



CONSULATE GENERAL OF SWITZERLAND  
MONROVIA

for the Republic of Liberia

Ref.: R.P. No 1

Confidentiel

La situation dans la  
République de Guinée.

Monsieur Max Petitpierre  
Conseiller fédéral  
Chef du Département politique  
B e r n e .

MONROVIA, le 2 janvier 1961.  
(Liberia W. C. A.)  
P. O. Box 283

*Retour de  
14.1.61  
Joulez*  
*En circulation.  
10.1.61.*

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le cas de la Guinée présente des particularités à nulles autres pareilles. D'une part, l'indépendance a été acquise sans lutte, à la faveur d'un simple vote populaire. D'autre part, la Guinée veut éveiller le sentiment qu'elle seule a fait une véritable révolution, en brisant sans exception les attaches avec le passé. Lavée du péché originel du colonialisme, elle s'érige en censeur de tous les Etats indépendants d'Afrique noire, accusés sous le chef de néocolonialisme de réintroduire par la petite porte les puissances ex-coloniales sorties par la grande. Le Ghana lui-même, qui a combattu pour son indépendance, dont les leaders ont fait de la prison, n'est pas exempt de ce reproche, en raison des officiers britanniques qui commandent son armée, de son appartenance au Commonwealth et à la zone sterling.

Comment expliquer ce phénomène, si lourd de conséquences puisqu'il a ouvert une tête de pont en Afrique au bloc communiste, autrement que par le choc de deux personnalités, de Gaulle et Sekou Touré.

Le premier responsable paraît avoir été M. Cornut-Gentille, qui durant son proconsulat à Dakar en qualité de gouverneur général de l'A.O.F., avait misé sur deux leaders africains, dont l'un était Houphouët-Boigny, mais dont l'autre avait nom Sekou Touré. L'aveuglement de Cornut-Gentille, ministre de la France d'Outre-Mer dans le gouvernement de Gaulle, ne s'était pas encore dissipé lorsqu'il accompagna le général dans la tournée africaine qui précéda le referendum du 28 septembre 1958. Vraie ou fausse, l'anecdote qui veut que Cornut-Gentille eût oublié dans sa poche le texte du discours que Sekou Touré allait tenir le jour même et qu'il lui avait fait remettre à la descente d'avion, a valeur de symbole. L'eût-il montré à de Gaulle, ou du moins l'eût-il prévenu des intentions dont Sekou Touré ne faisait pas mystère, que le Général n'aurait pas réagi avec cette sourde colère qui allait déclencher la sécession. Que déclara en effet Sekou Touré : en termes assez ambigus, il se prononça contre un projet de constitution qui rompait l'unité de l'A.O.F. et "balkanisait" donc l'Afrique au lieu de faire progresser l'idéal panafricain. A cet ensemble invertébré de la Communauté, la Guinée préférait l'indépendance assortie de liens contractuels avec la France.



Dans leur fameuse confrontation du 25 août 1958, de Gaulle rétorqua : "Cette Communauté, la France la propose, personne n'est tenu d'y adhérer. On a parlé d'indépendance, je dis plus haut encore qu'ailleurs que l'indépendance est à la disposition de la Guinée. Elle peut la prendre le 28 septembre en disant "non" à la proposition qui lui est faite, et dans ce cas je garantis que la métropole n'y fera pas obstacle. Elle en tirera, bien sûr, des conséquences, mais d'obstacles elle n'en fera pas, et votre territoire pourra comme il le voudra et dans les conditions qu'il voudra, suivre la route qu'il voudra". Trois jours plus tard, dans une allocution radiodiffusée de Dakar, Sekou Touré laissait pointer le bout de l'oreille en révélant qu'il avait assuré ses arrières : "En cas de refus de la France (aménager son projet constitutionnel de manière à tenir compte des désirs guinéens), la Guinée décidera, sans perte de temps, d'une autre orientation de son destin". Puis il brûlait ses vaisseaux : "Pourquoi nous dire, à nous Africains de culture française, que nous devons nécessairement nous séparer de la France parce que nous disons "non" à un projet qui ne nous donne pas satisfaction. Mais nous prendrons le gouvernement au mot, parce que jamais nous ne traiterons dans l'équivoque. Advienne que pourra!"

Après le vote massif de la Guinée en faveur de l'indépendance, de Gaulle choisit de la traiter par le mépris. Ses conseillers furent tout autant son orgueil que les leaders africains francophiles, qui entendaient mettre le transfuge en quarantaine par crainte de la contagion. La France refusa pendant longtemps de reconnaître la Guinée, faute d'avoir conclu des accords de coopération. Elle déclina le parrainage à l'O.N.U. qu'on lui avait suggéré et s'abstint lors de l'élection. A l'échelon local, gouverneur, administrateurs civils, militaires, démontrèrent et emportèrent tout ce qu'ils purent, se montrant aussi mauvais perdants que le général de Gaulle.

Pourtant, celui-ci avait eu une carte à jouer. Il avait donné le choix entre trois options, dont l'une était l'indépendance. Qu'un Etat se prononçât pour elle, et l'honnêteté du scrutin se trouvait pleinement démontrée. Mais la blessure d'amour-propre était trop profonde ...

La Guinée, comme Sekou Touré l'avait annoncé, ne resta pas longtemps isolée. Tchèques et Allemands de l'Est envoyèrent des missions commerciales à Conakry, le Ghana offrit une union politique et un crédit de 10 millions. L'Union soviétique, la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie, ne tardèrent pas à suivre. De la Chine communiste, il sera question plus tard.

Pendant ce temps, les alliés de la France, de peur de l'indisposer, laissaient le champ libre. Timidement, des chargés d'affaires intérimaires étaient nommés à Conakry. A présent, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne ont des ambassadeurs, mais ils s'essoufflent à rattraper leurs devanciers.

Après avoir fait le procès de ce que je crois être les fautes de la France, j'en viens à l'examen de son adversaire.

En l'espace de quinze jours, j'ai vu le Président Sekou Touré à plusieurs reprises, dans le rôle de Chef d'Etat, de tribun populaire, de leader politique, d'hôte, mais aussi en audiences privées. Agé de 38 ans, il donne l'impression d'un grand pouvoir de concentration et d'une réelle force de travail, au service de convictions bien arrêtées. Son efficacité surprend à l'échelle africaine. Devant moi, en quelques coups de téléphone, il expédiait des affaires urgentes qui sans son intervention personnelle auraient fait long feu. Cette qualité se retourne au demeurant contre lui, en ce que tous les fils convergent entre ses mains. Si partout en Afrique la pyramide gouvernementale est effilée, nulle part l'embouteillage au sommet n'est aussi grand qu'en Guinée, le pays le plus fruste des Etats côtiers de l'ancienne A.O.F. Le chef est-il absent, et cela lui arrive souvent, toute vie s'en trouve paralysée.

Ancien commis postal, d'origine très modeste, Sekou Touré n'est pas un intellectuel du type Houphouët-Boigny ou Léopold Senghor. Le communisme français et la fréquentation du Palais Bourbon en qualité de député l'ont plus marqué que les brefs stages à Prague et à Moscou qu'on lui prête. Il n'est que de voir son aisance devant les foules, d'entendre sa voix et d'observer ses attitudes d'orateur. Le syndicalisme lui fournit la plateforme pour donner la mesure de ses talents d'organisateur. Appliqués à la Guinée, ils lui permirent de créer un parti de masse dont le réseau embrasse tout le pays. Un bureau politique de dix-sept membres, dont Sekou Touré est le secrétaire général, préside à ses destinées et domine tous les aspects de la vie nationale.

Pour nous Européens, blasés par les manifestations publiques des Etats totalitaires, le spectacle de quelque cent mille personnes rangées tout au long des treize kilomètres entre l'aérodrome et la ville pour applaudir au son du tam-tam les présidents N'Krumah et Modibo Keita, peut apparaître plus pittoresque qu'impressionnant. De même, un défilé d'une heure, qui présente une nation en uniforme surmontée de pancartes anti-colonialistes ne suscitera pas en nous des sentiments exaltants. Mais ce n'est pas à notre aune qu'il faut mesurer ces déploiements de forces disciplinées. Lors de sa visite au mois de mai en Guinée, le prudent et sage Président Tubman en fut transporté au point de reconnaître le G.P.R.A. à son retour à Monrovia, par contamination de sentiments francophobes.

Si forte que soit son emprise sur le pays, Sekou Touré n'en doit pas moins recourir au ressort de "la nation en danger" pour justifier la baisse du niveau de vie et légitimer le concept du citoyen taillable et corvéable à merci, connu sous l'euphémisme d'investissement humain. Le "complot anti-guinéen" du mois d'avril 1960, dont un de nos compatriotes fit maheureusement aussi les frais, est une étape trop classique de toute révolution pour ne pas rendre suspecte son authenticité. Sa découverte feinte ou réelle, permet de briser des oppositions larvées et d'en appeler à la vigilance du pays. Sekou Touré, à quinze jours de

de son élection à la présidence de la République, vacante jusqu'ici, m'a confié qu'il allait dénoncer un nouveau complot qui se tramerait au Sénégal et en Guinée portugaise, à l'instigation de Français.

La révolution guinéenne obéit donc aux lois de l'espèce, qui imposent une progression continue sous peine de mort. Nous en arrivons ainsi à la position de la Guinée sur le plan international.

Il est futile d'imaginer le cours qu'aurait pu prendre l'évolution de la Guinée si l'attitude de la France avait été plus nuancée. La politique gaulliste trouve d'ailleurs des défenseurs: Sekou Touré, membre du parti communiste dès après la guerre, était toujours résolu à conduire son pays vers le bloc oriental. Pour ménager les transitions, il aurait voulu nier sa subordination inconditionnelle au parti, avec l'approbation de celui-ci pour des motifs de tactique. Mais de Gaulle l'a contraint à poser le masque. Dès lors, les deux camps purent se dénombrer. Pris dans la logique de son système, Sekou Touré dut hisser toujours plus haut son pavillon: empire croissant des conseillers et techniciens de l'Est, ainsi que de communistes français, réforme monétaire qui rendit inconvertible le franc guinéen, dirigisme du plan triennal, dont les séquelles inéluctables sont l'austérité financière et la nationalisation de toutes les activités.

Il est de fait que les pays de l'Est dominant entièrement la scène. Leur objectif serait double: démontrer que le mode de vie communiste est approprié à l'Afrique, établir une base opérationnelle à défaut du Congo. Pour atteindre le premier, d'importants crédits furent ouverts à la Guinée, grâce auxquels elle peut recourir à l'assistance technique et aux livraisons du bloc communiste. Au sein de celui-ci, les tâches sont réparties selon leurs spécialités entre Soviétiques, Tchèques, Allemands de l'Est, Polonais et Hongrois. En revanche, la Chine communiste fait cavalier seul. Elle a inauguré le 28 décembre un vaste pavillon d'exposition, monté entièrement par de la main d'oeuvre chinoise, qui a provoqué de la part de l'Ambassadeur soviétique une observation que je tiens pour significative. Nous nous entretenions en tête-à-tête dudit pavillon. Il mentionna qu'il avait demandé à son collègue chinois de le visiter avant l'inauguration, pour en tirer des leçons en vue d'une exposition soviétique. L'Ambassadeur de Chine, qui recourt toujours à une interprète, fit mine de ne pas comprendre, "avec une impassibilité toute asiatique", ajouta mon interlocuteur avec une pointe d'humeur.

Quant au second objectif, les Soviétiques travaillent à l'agrandissement de la piste de l'aérodrome et à l'amélioration de la seule ligne publique de chemin de fer. Les Allemands de l'Est édifient une imprimerie dont les dimensions dépassent largement les besoins de la Guinée. Tchèques et Allemands de l'Est construisent deux émetteurs de radio dont les ondes pourront atteindre l'Amérique latine. Des dépôts d'armes légères

seraient constitués dans l'arrière pays, en même temps que l'armée guinéenne est équipée par les Soviétiques et les Tchèques.

Est-ce à dire que le bloc communiste paraît satisfait de ses succès? Non, à la vérité. Les résultats atteints jusqu'ici sur le terrain sont modestes. L'apathie et l'incompétence de la population, l'inefficacité et l'inertie de l'administration, sont autant de causes de déception et de friction. Les Guinéens sont en outre sensibles sur le chapitre de la souveraineté. Ils ont rappelé récemment à l'ordre des Allemands de l'Est trop entreprenants, qui distribuaient tracts et fanions comme en pays occupé. Surtout la perspective de devoir faire de la Guinée une vitrine publicitaire à l'enseigne du communisme a de quoi rendre songeurs les plus courageux. Elle exige un encadrement massif du pays, porteur de germes de discorde avec les indigènes, ainsi qu'un effort disproportionné à l'importance effective de la Guinée. Les véritables gagnants jusqu'ici seraient plutôt les Chinois, dont les réalisations semblent plus à la portée de l'agriculture et de l'artisanat guinéens. Même victoire sur le plan de <sup>la</sup> propagande, tant l'accueil grandiose réservé à Sekou Touré, diffusé par le film, a fait d'impression.

Quelles conclusions tirer de ce bilan? Comme nombre d'apprentis sorciers, Sekou Touré, dont le bagage intellectuel est fort mince, est tenté par la fuite en avant dans la politique étrangère, pour échapper aux problèmes intérieurs que lui pose une économie en déroute. Les Nations-Unies, qu'il vilipende, les conférences internationales, les congrès de syndicalistes, lui offrent une caisse de résonance hors de proportions avec les données du pays, médiocres tant en superficie qu'en nombre d'habitants. Pour entretenir les vibrations de l'écho mondial qu'il suscite, il lui faut de toute nécessité se maintenir à l'extrême pointe du mouvement d'émancipation de l'Afrique. La part du feu ainsi faite, faut-il que l'Occident juge la Guinée irrécupérable et l'abandonne à l'Est? J'en doute d'autant plus que l'habituel jeu de bascule n'y est pas pratiqué, et que l'Occident peut ainsi laisser à son adversaire la responsabilité de son action. Or, celle-ci s'exerce à des milliers de kilomètres du prochain point d'appui communiste, sur un terrain semé d'embûches. Par ailleurs, le sentiment prononcé chez Sekou Touré de la dignité africaine recouvrée, son assurance d'homme arrivé, son orgueil de fils de ses oeuvres, font de lui un partenaire difficile, quel que soit l'interlocuteur. Même s'il ne faut pas prendre pour argent comptant ses professions, de foi de non alignement politique, dont il joue le disque à ses visiteurs occidentaux et dont j'ai entendu la version publique à l'inauguration du pavillon chinois, on peut au moins le mettre au bénéfice du doute.

Aussi une politique de présence de l'Occident, d'aide peu tapageuse mais efficace à l'instar de la République fédérale d'Allemagne, pourrait-elle porter des fruits à mesure que se détend le ressort de l'anticolonialisme.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE

  
R. Keller